

Liban : genèse d'une nation singulière

Ou De quoi le Liban est-il le nom ?

De l'époque ottomane à l'indépendance

Par François Boustani

De nombreux Libanais s'interrogent encore sur l'identité de leur pays : quelle est la réalité historique du Liban ? Quel est le lien entre les différentes communautés qui le composent et quel est son rapport à la Syrie, si proche et si lointaine ?

Le Liban fait partie du Levant. Cette région, malgré sa diversité, présente une certaine unité : une même cuisine, un même dialecte et les mêmes communautés réparties sur l'ensemble de son territoire. En d'autres termes, il existe une vraie identité levantine. Dans ces conditions, pourquoi et comment une entité distincte — le Liban — a-t-elle vu le jour ? Cet article se propose de répondre à cette question en revenant sur les conditions de la création du Grand Liban et sa proclamation par le général Henri Gouraud le 1er septembre 1920 ; ce Grand Liban qui deviendra six ans plus tard la République libanaise.

La différenciation libanaise

En septembre 1920, le général Gouraud n'a pas créé le Grand Liban ex nihilo. Il existait déjà une entité politique embryonnaire dans le Mont-Liban. Née de l'alliance historique entre l'Église maronite et les Émirats druzes, cette entité a vu le jour au début de la conquête ottomane en 1516 et a porté le nom d'Émirat druze du Mont-Liban (1516-1840). Bien que faisant partie de l'Empire ottoman et sous l'autorité du sultan, l'Émirat druze se présenta, à partir du milieu du XVIIe siècle, comme une entité politique propre. Pour comprendre le statut de cet Émirat, il faut rappeler que les Ottomans ne s'intéressaient qu'aux villes et aux plaines où se trouvaient concentrées les richesses. Ils estimaient que les montagnes ne méritaient pas une occupation permanente par l'armée et déléguaient le pouvoir à des familles locales chargées de récolter l'impôt. Les montagnes sont par conséquent devenues des refuges et des espaces de liberté, comme cela a également été le cas au Monténégro et dans la montagne alaouite en Syrie.

Les Émirats druzes n'étaient toutefois pas de simples collecteurs d'impôts : ils jouissaient d'un pouvoir absolu sur leur territoire. Ils exercèrent à certaines périodes un pouvoir total, tout en prenant soin d'acquitter régulièrement l'impôt au sultan. Signe de leur puissance, ils disposaient d'une armée et il n'était pas rare que leur intervention militaire soit sollicitée par les walis ottomans. Des seigneurs européens, comme le Grand-Duc de Toscane sous Fakhr el-Din II ou Bonaparte sous Béchir II, recherchèrent leur alliance. Pour donner une légitimité historique à la République libanaise, le livre scolaire libanais a présenté l'histoire de l'Émirat druze du Mont-Liban comme l'histoire de tout le Liban, alors que cette histoire ne concernait que la région druzo-maronite. Cette histoire n'est pas celle des sunnites, ni des chiites, ni des grecs-orthodoxes des villes côtières et des plaines de la Bekaa et du Akkar.

La cohabitation entre druzes et maronites finit par dégénérer en guerre civile avec le massacre des maronites par les druzes en 1860. Ces massacres s'étendirent à Damas où, en une journée, une dizaine de milliers de chrétiens furent massacrés

par les sunnites, suscitant une forte émotion en Europe. Pour pacifier le Mont-Liban, Napoléon III dépêcha un corps expéditionnaire français qui resta sur place d'août 1860 à juin 1861. Il imposa, également, en 1861 au Sultan ottoman l'autonomie du territoire druzo-maronite sous le nom de Territoire autonome du Mont-Liban ou Mutassarifya, qui succédait à l'Émirat. Tout en faisant partie de l'Empire ottoman, la Mutassarifya jouissait d'une autonomie très poussée sous garantie internationale. D'une superficie de 4 400 km² (soit 40 % du Liban actuel), elle était peuplée à 80 % de chrétiens, majoritairement des maronites, cohabitant avec des druzes et des minorités sunnites et chiïtes. Privée de port et de plaine, alors que la densité de sa population y était nettement plus élevée que dans les vilayets alentours, ce territoire connut une émigration massive vers les deux Amériques à partir du milieu du XIXe siècle et fut victime, lors de la Première Guerre mondiale, d'une grande famine qui décima le tiers de sa population.

Beyrouth connut une histoire étroitement liée à celle de la Mutassarifya, dont elle était la capitale économique. Au début du XIXe siècle, Beyrouth n'était qu'un petit bourg de quelques milliers d'habitants, dominée par la grande bourgeoisie sunnite. Elle dut son développement démographique à l'arrivée de familles druzes et maronites fuyant l'instabilité qui régnait dans le Mont-Liban, et de familles grecques-orthodoxes et grecques-catholiques qui avaient quitté Damas après les massacres de 1860 et le sud de la Syrie pour échapper aux incursions des tribus wahhabites. Beyrouth fut liée à la montagne druzo-maronite par la sériculture qui s'y développa et par le réseau des écoles des missionnaires protestants et catholiques.

La forte concentration de catholiques à Beyrouth et au Mont-Liban explique en grande partie la différenciation du Liban par rapport au reste du Levant. Instruit par une longue histoire de persécution et de massacre, les catholiques de ce territoire ne voulaient pas être noyés dans une Grande Syrie dominée par les musulmans et furent à l'origine du projet du Grand Liban. La photo de la deuxième délégation à la Conférence de Paix, en 1919, est explicite à cet égard : on y voit le patriarche maronite, trois évêques maronites et l'évêque grec-catholique de Zahlé, venus à Paris réclamer le Grand Liban.

Le Liban trouve sa spécificité et son âme dans l'union d'une tradition de liberté présente dans la Montagne et d'un esprit nouveau ouvert à la modernité occidentale dont l'épicentre est Beyrouth. Beyrouth devient, dans la deuxième moitié du XIXe siècle, le centre d'une véritable révolution culturelle mettant en avant les valeurs de civilisation, de progrès et de savoir. Un esprit nouveau promeut l'émancipation des femmes, la transcendance de l'individu au détriment de la communauté, l'adhésion à la nation en lieu et place des appartenances communautaires. Même si ces valeurs restèrent circonscrites à une élite beyrouthine, elles semèrent les germes d'une conscience nouvelle. Ce climat intellectuel nouveau, connu sous le nom d'*al Nahda* — la renaissance —, est l'œuvre des écoles des missionnaires protestants et des congrégations catholiques. Il est aussi la conséquence des liens économiques avec la ville de Lyon et de l'émigration massive qui ouvrirent Beyrouth et le Mont-Liban aux influences occidentales.

Prédicateurs évangéliques, des missionnaires protestants de Boston vinrent s'installer à Beyrouth en 1823 et cherchèrent à convertir les chrétiens d'Orient. Pour les contrer, Rome dépêcha, en 1831, les pères jésuites. Une compétition se fit jour entre protestants et jésuites pour le grand bonheur des Libanais : quand l'un fondait

une école, l'autre fondait une école ; quand l'un ouvrait une faculté de médecine, l'autre ouvrait une faculté de médecine. À la fin du XIXe siècle, Beyrouth comptait ainsi deux universités, faisant d'elle le grand centre universitaire de l'Empire ottoman : le Syrian Protestant College, ancêtre de l'Université américaine de Beyrouth, et l'Université Saint-Joseph francophone des Jésuites. Fuyant les lois de la laïcité en France, des congrégations religieuses françaises déferlèrent sur Beyrouth et le Mont-Liban et ouvrirent des écoles en grand nombre : les Lazaristes, les Frères maristes, les Frères des écoles chrétiennes, les Sœurs de la charité, les Sœurs de Besançon, les Sœurs de Nazareth...

En formant sur les mêmes bancs les élites des différentes communautés, ces écoles semèrent les germes du « vivre ensemble » qui caractérise le Liban d'aujourd'hui. En enseignant les sciences et les lettres, elles répandaient aussi, sans le savoir, l'esprit contestataire. Les minorités ainsi éduquées ne pouvaient plus accepter le statut discriminatoire qui leur était réservé dans l'Empire ottoman.

En parallèle à l'œuvre des congrégations catholiques françaises, des soyeux originaires de Lyon et de Marseille développèrent la sériculture dans le Mont-Liban. En 1842, un Marseillais, Nicolas Portalis, fonda une filature à Btater et y installa une quarantaine de fileuses de la Drôme. Il fut suivi par de nombreux soyeux lyonnais, dont la plus connue est la maison Veuve Guérin. Le commerce de la soie entre Lyon et le Mont-Liban représentait la moitié des revenus de la montagne à la veille de la Première Guerre mondiale.

Quant à l'émigration, elle permit également l'ouverture du territoire libanais aux influences de l'Occident et renforça sa spécificité par rapport au reste du Levant. Débutée au milieu du XIXe siècle, l'émigration libanaise crût rapidement. En proportion de leur population, les côtes libanaises furent, avec l'Italie du Sud, le plus important pourvoyeur d'émigrés vers les États-Unis. Une littérature en arabe produite par les écrivains immigrés aux États-Unis, au Brésil et dans les pays de langue hispanique véhicula les idées modernes du Nouveau Monde. Les immigrés libanais des États-Unis ramenèrent à leur retour un tour d'esprit anglo-saxon et un mode de vie à l'américaine. On reconnaît encore de nos jours les villes et villages les plus touchés par l'émigration à la densité de vieilles maisons à tuiles rouges, comme à Zahlé et à Hasroun. De nombreuses associations fondées par des émigrés firent entendre leur voix lors des débats sur l'avenir de la Syrie et du Liban après l'effondrement de l'Empire ottoman.

Genèse du Grand Liban

À la fin de l'époque ottomane, le territoire libanais actuel était divisé en trois zones administratives : la Mutassarifya ou territoire autonome du Mont-Liban, la vallée de la Bekaa qui dépendait du vilayet de Damas, et le vilayet de Beyrouth. Trois fois le Liban actuel, d'une superficie de 30 000 km², le vilayet de Beyrouth englobait au sud la moitié de la Palestine et s'étendait au nord le long du littoral syro-libanais au-delà de Lattaquié jusqu'à la baie d'Antioche, avec Beyrouth comme centre administratif.

La tragédie de la famine de la Première Guerre mondiale conduisit l'Église maronite à vouloir agrandir la Mutassarifya pour la rendre viable sur le plan économique, d'où le terme de « Grand Liban », par opposition au territoire autonome du Mont-Liban.

À la suite de l'effondrement de l'Empire ottoman en octobre 1918, le projet d'un Grand Liban était en concurrence avec un autre projet : celui d'un vaste royaume arabe incluant le Liban. Ce projet arabe avait comme point de départ le « Jihad Made in Germany ». Lors de la Grande Guerre, les Allemands, alors alliés de l'Empire ottoman, avaient poussé le Sultan en sa qualité de Calife à proclamer le Jihad contre les Français et les Britanniques pour retourner contre eux leurs soldats musulmans. La menace était suffisamment sérieuse pour inciter les Britanniques à chercher une personnalité musulmane arabe prestigieuse en mesure de contrer le Calife Sultan. Leur choix tomba sur Hussein ben Ali, le Chérif de la Mecque de la famille des Hachémites, qui avait des velléités indépendantistes vis-à-vis des Ottomans. Son fils Fayçal conduisit la révolte arabe, à côté des Britanniques, contre l'Empire ottoman. Il aura des prétentions sur une Grande Syrie incluant le Liban et finira comme roi d'Irak.

À la suite de l'effondrement de l'Empire ottoman, deux projets étaient donc en lice pour l'avenir du Liban : un Grand Liban porté par le patriarcat maronite, en compétition avec une Grande Syrie, incluant le Liban, défendue par Fayçal.

Le Levant étant une zone d'influence française depuis les Accords Sykes-Picot, l'arbitrage entre ces deux projets revenait à Clémenceau. Malgré l'amitié historique de la France envers les maronites, Clémenceau était favorable à Fayçal. Il pensait qu'une personnalité musulmane prestigieuse comme lui pourrait plus facilement faire accepter le mandat français aux nationalistes de Damas. Un accord provisoire fut conclu entre les deux hommes, à Paris en janvier 1920, dans lequel Fayçal acceptait le mandat français sur la Syrie et admettait le principe d'un Liban indépendant, toutefois sans en préciser les frontières. D'après les confidences de Fayçal, la superficie de ce pays devait être plus grande que celle de la Mutassarifya, mais plus petite que celle du Liban actuel, car il ne comportait ni Beyrouth, ni Tripoli ni l'est de la Bekaa.

De retour à Damas, Fayçal découvrit l'hostilité des Syriens à l'idée d'une domination française sur leur pays. Il n'osera jamais revenir à Paris pour signer l'accord définitif et se laissa déborder par les nationalistes de Damas qui organisèrent un congrès en mars 1920 et proclamèrent le Royaume arabe de Syrie, une monarchie constitutionnelle avec à sa tête Fayçal. Toutefois, le rêve syrien de Fayçal fut de courte durée. Il fut rejeté aussi bien par les Français que par les Britanniques, qui se réunirent à la Conférence de San Remo en avril 1920 pour diviser la région en une zone de mandat français, incluant la Syrie et le Liban, et une zone de mandat britannique.

Les troupes françaises étant déjà déployées uniquement le long du littoral syro-libanais depuis novembre 1919, le général Henri Gouraud lança un ultimatum à Fayçal, qui contrôlait Damas et l'intérieur syrien. Face à son refus, les troupes françaises entrèrent à Damas après avoir vaincu les troupes chérifiennes à la bataille de Khan Mayssaloun le 24 juillet 1920. Cette bataille mit fin au projet de Grande Syrie de Fayçal et ouvrit la voie à celui du Grand Liban des maronites.

Quelques jours après la bataille de Khan Mayssaloun, le 3 août 1920, le général Gouraud devant une foule en liesse à Zahlé annonça l'annexion de la vallée de la Bekaa à la Mutassarifya et ajouta que c'était là la base du Grand Liban. Pourtant, les décideurs français n'étaient pas encore d'accord entre eux sur les frontières à donner à ce pays. Alexandre Millerand, président du Conseil et successeur de

Clémenceau, écrivit à Gouraud pour lui proposer la division de la zone du mandat français en neuf entités différentes, excluant Beyrouth et Tripoli du Grand Liban. Gouraud lui rétorqua que neuf entités seraient très difficiles à gérer sur le plan administratif et les échanges entre les deux hommes se multiplièrent tout le long du mois d'août. Enfin, Millerand céda et laissa toute liberté à Gouraud de diviser la zone du mandat français en quatre entités différentes : l'État du Grand Liban, le Gouvernement de Damas, le Gouvernement d'Alep et le Territoire des Alaouites.

L'État du Grand Liban deviendra six ans plus tard la République libanaise. Le Gouvernement d'Alep et le Gouvernement de Damas fusionneront en janvier 1925 pour former la Syrie. Le Grand Liban est donc né cinq ans avant la Syrie et n'a pas été détaché de celle-ci, comme certains ont pu le prétendre. Le Liban et la Syrie sont issus de ce vide qui s'est créé dans la région après l'effondrement de l'Empire ottoman. Entouré du patriarche maronite Elias Hoyeck et du mufti sunnite de Beyrouth Mustapha Naja, le général Gouraud proclama le Grand Liban le 1er septembre 1920 devant la résidence des Pins à Beyrouth.

La proclamation du Grand Liban par le général Gouraud était-elle suffisante pour créer une nation ? Selon Ernest Renan, une nation est un consentement, un désir de vivre ensemble. La vraie question est donc de savoir : quel a été le désir des différentes communautés libanaises de vivre ensemble et de vivre à l'intérieur des frontières du Grand Liban ?

Le désir des communautés de vivre ensemble

Les catholiques libanais, majoritairement maronites, souhaitaient un Liban indépendant de crainte d'être dissous dans une Grande Syrie sunnite. Toutefois, pour lui assurer une indépendance économique, le patriarche maronite Elias Hoyeck réclamait un Grand Liban incluant des régions à majorité musulmane, notamment des ports et plaines. Les historiens se sont interrogés sur les raisons qui l'avaient poussé à vouloir passer d'une Mutassarifya où les chrétiens représentaient 80 % de la population, à un Grand Liban où ils étaient à peine majoritaires. À mesure qu'ils prenaient conscience de la balance démographique en leur défaveur, des voix maronites s'élevaient pour remettre en cause le Grand Liban. Émile Eddé, dans un mémorandum adressé au quai d'Orsay en 1932, s'inquiétait qu'« à l'heure actuelle, le Liban compte 405 000 mahométans (sunnites, chiites et druzes) contre 425 000 chrétiens seulement. Cette majorité chrétienne est beaucoup trop faible pour défendre le Liban contre l'attraction exercée sur lui par la Syrie en vue de son unification avec elle ». Eddé prônait la réduction territoriale du Liban, sans Tripoli à majorité sunnite et sans le sud du fleuve Litani à majorité chiite.

Ayant une tradition de cohabitation avec les maronites dans le cadre de l'Émirat et de la Mutassarifya, et méfiants envers la communauté dominante sunnite, les druzes étaient majoritairement favorables au Grand Liban, suivant leur chef religieux Cheikh Akl Hussein Tali' et la famille Joublatt, pourtant alliée historique des Britanniques. Il en fut de même du clan Arslan dont le chef, Toufic Arslan, faisait partie de la troisième délégation libanaise à la Conférence de Paix.

Les chiites étaient, au début, hostiles au Grand Liban. Implantés dans les régions voisines de la Syrie et de la Palestine dont ils partageaient les découpages administratifs sous l'Empire ottoman, ils se voyaient davantage dans une Grande Syrie. Ils réalisèrent néanmoins au fil du temps l'avantage d'appartenir au Liban qui

leur permettait de se rassembler dans un seul État. Après avoir longtemps été marginalisés par les sunnites, le Liban leur offrait l'occasion d'affirmer leur spécificité et de peser sur le plan politique. Moins de six ans après la création du Grand Liban, le 27 janvier 1926, les chiites furent autorisés à appliquer le rite jaafarite en matière de droit personnel en remplacement du droit hanafite appliqué par des cheikhs sunnites, auquel ils étaient jusqu'alors soumis. À partir de cette époque, une grande partie des chiites joua la carte de l'intégration au Liban et accepta le mandat français. Leur chef Kamel el Asaad fut même décoré de la Légion d'honneur. Avec la création du Conseil supérieur chiite en 1967, la République libanaise leur donna l'autonomie par rapport aux sunnites dont ils dépendaient. C'est dans les écoles publiques et à l'Université libanaise que s'est faite l'émancipation intellectuelle de la jeunesse chiite après une longue aliénation par ses chefs féodaux.

Contrairement aux grecs-catholiques alignés sur la position des maronites, les grecs-orthodoxes libanais considéraient que la frontière de 1920 les coupait de leurs coreligionnaires syriens et de leur espace économique vital. Le patriarche orthodoxe Grégoire IV, qui siégeait à Damas, était favorable à Fayçal et ambitionnait d'appartenir à une Grande Syrie, ce qui lui valut le surnom de « patriarche des Arabes ». Des notables orthodoxes œuvrèrent même pour faire de Beyrouth un port libre détaché du Grand Liban.

Les sunnites du Liban aspiraient à être majoritaires et dominants dans une Grande Syrie, et non minoritaires dans le Grand Liban. Les archives du quai d'Orsay regorgent de lettres de notables sunnites de Beyrouth réclamant leur séparation du Grand Liban. Cette aspiration reposait sur une réalité sociologique : les familles sunnites étaient souvent réparties entre les deux pays, unies par d'étroits liens économiques et familiaux avec la Syrie, et les mariages étaient fréquents entre les sunnites du sud-Liban et ceux de la Galilée.

Les sunnites persistèrent dans leur refus du Liban jusqu'en 1936, année de la signature des traités d'amitié franco-libanais et franco-syrien. À cette occasion, les notables sunnites organisèrent une conférence dont le but était d'obtenir le rattachement à la Syrie des territoires à dominance musulmane. Kadhim el Solh créa la surprise en expliquant, au cours de cette réunion, que le rattachement des territoires contestés à la Syrie risquait de jeter les maronites dans les bras de la France, alors que leur adhésion s'avérait indispensable pour obtenir l'indépendance du Liban. Dans une volte-face inattendue, les sunnites syriens du Bloc national acceptèrent également de reconnaître le Liban dans ses frontières de 1920, cédant ainsi à une condition exigée par la France pour conclure le traité d'amitié franco-syrien qui leur conférait le pouvoir sur la Syrie.

Face à l'affaiblissement de la France après la Seconde Guerre mondiale et aux rivalités franco-britanniques, cette mosaïque libanaise réussit à obtenir son indépendance. Celle-ci fut l'œuvre de deux personnages : le chrétien Béchara el Khoury et le musulman Riad el-Solh. Artisans de l'identité singulière libanaise, ils scellèrent en novembre 1943 le Pacte national qui stipulait que les chrétiens devaient désormais dire non à la France et que les musulmans devaient quant à eux dire non au panarabisme et à la Syrie, pour s'allier et fonder un même État. Ce pacte non-écrit répartissait les hautes fonctions de l'État selon le poids démographique de chaque communauté, en se basant sur le recensement de 1932 : présidence de la République et chef de l'armée pour les maronites, présidence du Conseil des

ministres pour les sunnites, présidence de la Chambre des députés pour les chiites, vice-présidence de la Chambre des députés pour les grecs-orthodoxes.

Cependant, contrairement aux élites rassemblées autour du Pacte national, les populations continuaient, elles, à se tourner le dos. Les chrétiens regardaient la Méditerranée et la France, alors que les musulmans vibraient au rythme de l'Égypte de Nasser et de l'OLP d'Arafat. Le Liban était « un seul lit pour deux rêves. » Ces années, entre la proclamation de l'indépendance en 1943 et l'éclatement de la guerre civile en 1975, furent marquées par la méfiance des chrétiens suspectant les sunnites de préférer leur appartenance arabe à leur identité libanaise et par la frustration des musulmans face à la domination politique des chrétiens.

Cet édifice identitaire fragile finit par voler en éclats avec la guerre civile qui débuta le 13 avril 1975.

L'épreuve fondatrice et la convergence des communautés

Paradoxalement, 15 ans de guerre civile eurent pour effet de rapprocher les Libanais. À la fin des années 80, face aux conséquences tragiques de la guerre civile, naquit en effet dans l'esprit des Libanais la conviction intime que la meilleure solution restait le « vivre-ensemble », et que malgré leurs différences, ils avaient beaucoup de points en commun. Cette volonté se concrétisa avec l'accord de Taëf du 23 octobre 1989, qui mettait fin à la guerre civile et rééquilibrait le pouvoir en faveur des musulmans.

Toutes les enquêtes sociologiques montrent qu'aujourd'hui les musulmans adhèrent dans leur grande majorité à l'entité libanaise, et le discours de certains leaders sunnites ou chiites actuels s'apparente à celui des leaders maronites d'antan dans leur attachement au Liban. Le 17 octobre 2019, tout un peuple est descendu dans la rue pour proclamer haut et fort son adhésion au Liban et rejeter le communautarisme.

Paradoxalement, en perdant la guerre civile de 1975, les maronites permirent à l'entité libanaise qui était leur projet de devenir une réalité. Le Liban sortit renforcé de cette épreuve par l'adhésion des communautés mahométanes. Une convergence s'opéra sur les principaux points de discorde intercommunautaires qui agitaient le débat politique avant 1975 : toutes les communautés s'accordent aujourd'hui pour considérer que la présence palestinienne au Liban ne peut être que civile et que la lutte armée des Palestiniens à partir du Liban dans les années 1970 fut une faute lourde de conséquences.

L'épreuve de la guerre civile fissura l'image positive que chaque communauté se faisait d'elle-même. Les dissensions intracommunautaires révélèrent les fractures au sein de chaque camp (aounistes contre forces libanaises, chiites contre sunnites, Amal contre Hezbollah...). En équilibrant le pouvoir en faveur des musulmans, l'accord de Taëf fit disparaître de leurs discours la rhétorique de la moucharaka, qui revendiquait le « partage du pouvoir » avec les maronites.

Une nouvelle génération d'hommes d'État s'imposa, dont le chiite Hussein el Hussein, farouchement attaché à l'entité libanaise, et le sunnite Rafic Hariri qui fit évoluer sa communauté vers le projet libanais et la modernité occidentale. Déçus par le régime alaouite de Damas et par les Palestiniens d'Arafat, le regard des

sunnites se porta désormais vers l'État libanais. Les maronites perdirent leurs liens privilégiés avec la France, qui souhaitait de son côté une relation plus équilibrée avec les autres communautés. Certains chrétiens, tentés pendant la guerre civile par une alliance avec Israël, déchantèrent rapidement. Aujourd'hui, seuls les chiites du Hezbollah continuent à chercher à l'étranger — en l'occurrence en Iran — une aide pour s'imposer sur la scène libanaise.

Épanouis dans un espace de liberté, les musulmans du Liban ont évolué différemment de leurs coreligionnaires syriens qui ont subi une succession de dictatures militaires. Le chiite Abbas Baydoun, poète, romancier et journaliste, déclarait dans une interview au *Monde* 2 du 17 mars 2007 : « Les maronites ont créé le Liban, l'État, le développement culturel et économique et se le sont attribué, mais sans en faire un ghetto. Les maronites, pourtant un peu fanatiques, voire racistes, ont généralisé ces avantages. Tous les Libanais, en ce sens, sont devenus maronites. Il existe une certaine unité, il y a un mode de vie généralisé au Liban. » Et d'ajouter : « L'histoire de cette identité, c'est l'histoire même de la modernisation, de la diversité, du bilinguisme, de la pluri-culturalité. C'est l'histoire d'un pays entre chrétiens et musulmans, d'un pays arabe qui n'est pas musulman, une histoire culturelle. Ce pays un peu précaire a été inventé par les Français au profit de la communauté chrétienne, dont la culture s'est généralisée par mimétisme. »

La guerre civile perdue, les chrétiens comprirent que leurs peurs ancestrales de massacres et de persécutions n'étaient plus justifiées. Reconsidérant leur perception d'un environnement jugé hostile, ils prirent confiance dans leurs compatriotes musulmans. Dans les années 60, l'accès d'un musulman à un poste sécuritaire était encore perçu comme une menace pour la survie du Liban. Aujourd'hui, ce sont des responsables sunnites ou chiites qui se dressent pour défendre l'indépendance du pays contre le régime de Damas et sont à la pointe de la lutte contre les jihadistes, combattus aussi par les chiites du Hezbollah à l'intérieur de la Syrie. Cette menace fondamentaliste effraie autant les chrétiens que la majorité des musulmans libanais attachés à un mode de vie moderne et évolué. En outre, profitant de la manne pétrolière, beaucoup de chrétiens libanais ont fait fortune dans les pays arabes, notamment ceux du Golfe. Dès lors, l'Arabe n'est plus synonyme de menace, mais de richesse.

Par ailleurs, obligés d'immigrer en grand nombre à cause de la guerre, les Libanais de la diaspora, toutes communautés confondues, se montrèrent solidaires dans les pays de l'exil et prirent conscience de leur proximité.

Qualifié de « meurtre fondateur » par Samir Frangié, l'assassinat de Rafic Hariri provoqua une explosion de colère chez les Libanais de toutes confessions, suscitant un soulèvement pacifique : la Révolution du Cèdre. Le tiers de la population se rassembla le 14 mars 2005 dans le centre de Beyrouth pour réclamer un « Liban libre, souverain et indépendant ». Son fils Saad martela, devant la dépouille de son père, « Le Liban d'abord », tournant ainsi une page dans l'histoire de la communauté sunnite, suspectée jusqu'alors de favoriser son ancrage arabe au détriment de son appartenance libanaise.

Le nationalisme et le Liban

Conçu au début du XXe siècle dans le contexte du nationalisme triomphant où chaque peuple aspirait à obtenir un pays homogène sur le plan ethnique et religieux, le Liban sera d'emblée un pays multiconmunautaire. Dès lors, le Liban apparaît comme l'antithèse du nationalisme. Le nationalisme, à ne pas confondre avec le patriotisme ! « Le patriotisme, c'est l'amour des siens, le nationalisme, c'est la haine des autres », comme l'a écrit Romain Gary. Le Liban a dû affronter dès sa création trois nationalismes : le libanisme, le nationalisme arabe et le nationalisme syrien.

Méfiant à l'égard du nationalisme arabe, suspecté d'islamisme, des penseurs catholiques ont milité pour un Liban indépendant et ont voulu édifier un nationalisme libanais. Pour lui donner une légitimité, ils se sont référés à deux périodes historiques : la civilisation phénicienne et l'Émirat druze, qui ne concernaient pourtant qu'une partie du territoire libanais. Les tenants du « libanisme » ont ignoré les périodes hellène, romaine et byzantine, au cours desquelles le Liban faisait partie de la Syrie, partageant avec elle, avant l'arrivée de l'islam, une même religion, le christianisme, et une même langue, le syriaque. Ils ont omis aussi les siècles de domination arabe et leur impact sur l'identité libanaise, dont la langue n'est pas la moindre des expressions.

Alors que certains chrétiens prétendent descendre uniquement des Phéniciens, les musulmans considèrent que l'histoire du Liban a commencé avec l'invasion arabo-musulmane et que tous les Libanais sont originaires du désert d'Arabie. Une affirmation qui ignore les conversions massives à l'islam qui ont eu lieu au Levant et échappe à toute logique en faisant provenir une population aussi nombreuse que la population levantine d'un désert !

Théorisé par Antoun Saadé, un grec-orthodoxe, le nationalisme syrien a l'ambition d'unifier dans une Grande Syrie toutes les populations levantines. Cette idéologie a plus de réalité sociologique et de légitimité historique que le nationalisme arabe. Toutefois, dans sa démarche, Saadé omet un point important : il passe sous silence la mosaïque communautaire de cette région où chaque communauté se considère comme une communauté-nation et où les relations entre les communautés sont marquées par la méfiance et la peur. La dernière guerre syrienne vient rappeler la réalité communautaire de la Syrie où Alaouites et sunnites se sont déchirés dans une guerre fratricide. L'éclatement de la Syrie, entre trois protagonistes aussi effrayants l'un que l'autre (Daech, Al-Nosra affilié à Al-Qaïda et la dictature du régime alaouite syrien), a montré la légitimité des inquiétudes des catholiques libanais qui n'ont jamais voulu faire partie d'une Grande Syrie.

Le jeu communautaire

Sous l'Empire ottoman, chaque communauté avait son protecteur étranger : la France pour les maronites, la Grande Bretagne pour les druzes, le Tsar russe pour les grecs-orthodoxes, l'Empire austro-hongrois pour les grecs-catholiques, la Perse pour les chiites et le Sultan ottoman pour les sunnites. Ces communautés étaient à l'époque prises dans le grand jeu géopolitique qui se déroulait dans la région entre leurs protecteurs.

Lors de la création du Grand Liban, la constitution libanaise de 1926, dans son article 95, censé être provisoire mais qui est toujours en vigueur, instaurait le confessionnalisme politique en stipulant que les communautés seraient

équitablement représentées dans les emplois publics et dans la composition du gouvernement. Cet article définit l'identité de la nouvelle République libanaise : non pas une démocratie du nombre où la communauté la plus nombreuse peut imposer sa loi, mais une démocratie de consensus où les droits de chaque communauté, même minoritaire, sont préservés. L'abolition du confessionnalisme, aujourd'hui tant souhaitée, nécessite d'abord l'évolution des mentalités avant le changement des textes.

Bien que la constitution ait codifié leur place, les communautés libanaises se conduisirent comme des acteurs de théâtre se déguisant avant leur entrée en scène : le maronite en nationaliste libanais, le sunnite en nationaliste arabe, le grec-orthodoxe en nationaliste syrien et, plus tard, le chiite porta le masque de la résistance. La rhétorique utilisée par chaque communauté pour définir l'identité du Liban servait en réalité ses intérêts propres, dans un esprit de rivalité tribale. Une pièce de théâtre Nô qui se transforma en un théâtre de marionnettes : les différentes communautés devenant au fil du temps des figurants manipulés par des acteurs extérieurs. En poussant ce jeu tribal jusqu'au bord de l'abîme, les communautés libanaises, dans un réflexe de survie, comprirent au final que la meilleure des solutions demeurait le « vivre ensemble ». La fragmentation du Liban pendant la guerre civile en un réduit chrétien, un pays druze et un territoire sous contrôle des islamo-progressistes se révéla calamiteuse.

En parallèle à ce jeu tribal, un autre aspect a caractérisé les rapports communautaires. Dès sa création, le Liban a été un pays multicommunautaire, composé de 18 communautés toutes minoritaires, aucune n'étant en mesure de dominer les autres. Par la suite, à chaque fois qu'une communauté avait des prétentions hégémoniques, les autres se liguèrent pour la contrer. C'est dans cette dialectique entre forces opposées que réside le secret de l'espace de liberté qui a caractérisé de tout temps le Liban. Aujourd'hui, c'est une partie de la communauté chiite entraînée par le Hezbollah qui a des velléités hégémoniques. Toutes les autres communautés doivent se dresser pour la contrer, or une partie des chrétiens s'est ralliée à elle, donnant au parti chiite une certaine légitimité dans le jeu politique libanais.

L'apport des différentes communautés à l'entité libanaise

Les maronites ont été à l'origine du Grand Liban. Grâce à leurs relations privilégiées avec le Saint-Siège et la France, ils ont ouvert ce pays à la modernité occidentale et ont fait profiter l'ensemble des Libanais de leurs écoles et leurs hôpitaux.

Peuples guerriers, les druzes ont réussi à édifier, à partir du XVI^e siècle, un espace de liberté, l'Émirat druze, qui échappait au contrôle des Ottomans. Henry de Jouvenel, chargé de mater la révolte syrienne, écrivit à leur propos en mai 1926 : « La race druze est la seule guerrière du pays. Du jour où elle est soumise, l'armature de la rébellion s'effondre. »

Contrairement aux druzes et aux maronites, les chiites n'eurent pas de tradition de gouvernance. Victimes d'une longue histoire de répression, ils abandonnèrent le pouvoir à l'État sunnite. Persécutés sous l'Empire ottoman pour collaboration avec l'ennemi perse et aliénés par leurs propres chefs féodaux, les chiites accusèrent un retard socio-économique par rapport aux autres communautés. Situés dans les

régions périphériques du Liban, ils n'ont pas bénéficié de la grande entreprise de l'émancipation par l'école qui a touché Beyrouth et la Mutassarifya et dont ont profité les autres communautés.

Les sunnites et les grecs-orthodoxes, quant à eux, ont toujours été des citoyens commerçants qui cohabitaient dans les grandes villes du Levant. Ils ont apporté au Liban leurs réseaux commerciaux et le raffinement de la culture orientale qu'ils incarnaient mieux que les autres communautés. Il faut ajouter que la présence sunnite au Liban a resserré les liens entre ce pays et les monarchies pétrolières.

Le rôle de la France

La France, une puissance étrangère et lointaine, était désignée par les chrétiens libanais par le terme *al oum al hanoun*, ce qui signifie la mère tendre. Les raisons de cet engouement pour la France sont multiples : d'abord, la France était historiquement la protectrice des catholiques de l'Empire ottoman ; ensuite, le général Gouraud avait réalisé leur rêve en proclamant le Grand Liban ; enfin et surtout, au vu du bilan édifiant du mandat français.

Il est difficile d'énumérer toutes les réalisations du mandat français. À leur arrivée au Liban en octobre 1918, les Français découvrirent une province ottomane ravagée par la famine. Ils quittèrent 25 ans plus tard un pays moderne doté de toutes les infrastructures de l'État.

L'apport des Français est même antérieur à la période du mandat. T.E. Lawrence écrit dans son livre *Les sept piliers de la sagesse*, publié avant le mandat, que Beyrouth était « une ville tout à fait neuve » et « tout à fait française de langage et de sentiment sans son port grec et son collègue américain ». Les Français étaient déjà très présents au Liban au XIXe siècle, à travers le commerce de la soie et les écoles des congrégations catholiques françaises.

Une nation singulière

Pour le Pape Jean-Paul II, « le Liban est plus qu'un pays : c'est un message de liberté et un exemple de pluralisme pour l'Orient comme pour l'Occident ! »

Rejeté par une partie de ses citoyens à sa création, dénigré par le nationalisme arabe et le nationalisme syrien tout au long du XXe siècle, le Liban s'est révélé une nation singulière. Singulière, par sa capacité à faire cohabiter des communautés religieuses et des systèmes d'organisation sociale différents — depuis la création du Liban, l'altérité, la confrontation, mais aussi la recherche du compromis n'ont cessé de traverser l'histoire de ces communautés, tout à la fois conflictuelle et contractuelle.

Singulière, car le Liban s'est imposé comme un espace de liberté en comparaison aux régimes autoritaires régnant dans cette région.

Singulière, car contrairement au nationalisme arabe, le système libanais a permis l'épanouissement de ses citoyens dans leurs identités multiples. Ainsi, les communautés arméniennes du Liban ont maintenu l'héritage arménien, bien mieux qu'en Arménie soviétique et bien plus que ne l'ont fait les Arméniens assimilés en Occident.

Singulière aussi, car le Liban s'est imposé comme un foyer de rayonnement culturel sur les rivages orientaux de la Méditerranée.

Nation singulière enfin, car tout au long du XXe siècle, le Liban a servi de refuge aux peuples persécutés du Proche-Orient : après les Arméniens, les Syriques et les Assyro-chaldéens, arrivèrent les Palestiniens, les familles syriennes aisées fuyant le Baath, les Syriens pauvres cherchant au Liban de meilleures conditions de travail, et plus récemment 1 200 000 réfugiés syriens. Rappelons aussi que la communauté juive du Liban a triplé entre 1948 et 1958 en accueillant des juifs égyptiens, syriens et irakiens fuyant l'oppression dans leur pays respectifs après la création d'Israël. À l'inverse du nationalisme arabe qui a vidé les pays arabes de leurs minorités et du nationalisme turc qui a homogénéisé le plateau anatolien, Beyrouth devint dans les années 50-60 l'héritière d'Alexandrie et la dépositaire du cosmopolitisme oriental. Guy Béart, juif égyptien qui a vécu à Beyrouth, a écrit dans sa chanson *Liban libre* : « Je ne dois jamais oublier le petit Liban au grand cœur qui offrit l'hospitalité à tous les peuples poursuivis. »

Un pays menacé

Ce pays singulier est aujourd'hui menacé. Menacé par ses propres démons, une classe politique plus préoccupée par ses intérêts personnels et les honneurs du pouvoir que par le bien commun. Un quart de siècle après la fin de la guerre civile, il n'y a toujours ni électricité, ni transports publics, ni ramassage régulier des ordures. Des choix désastreux et immoraux pris par les responsables politiques et économiques ont causé une faillite économique qui a ruiné le pays. L'absence totale de tout sens civique et un individualisme forcené de la population sont à l'origine d'un naufrage écologique et d'un désordre urbanistique qui ont transformé un pays, dont la végétation ressemblait à celle de la Provence, en une concentration de béton, parsemée de bidonvilles et de camps de réfugiés.

Le Liban est surtout menacé par les aléas de son environnement proche-oriental : les ambitions régionales de l'Iran qui dispose d'un allié sur place — le Hezbollah. Son équilibre démographique est bouleversé par la présence des 1 200 000 réfugiés syriens, dont une grande partie risque d'y rester. Enfin, le Liban reste tributaire des rebondissements du conflit israélo-arabe. Toutefois, avec le président Joseph Aoun et le Premier ministre Naawaf Salam, il y a une grande espérance que cette longue nuit, qui dure depuis plus d'un demi-siècle, touche enfin à son terme et qu'une aube nouvelle se lève.

Voulu comme une place financière, une sorte de Suisse au Proche-Orient, dominé par les chrétiens sous l'influence de la France, le Liban a subi une évolution différente. La communauté chrétienne ne représente aujourd'hui que le tiers de sa population et sa jeunesse connaît une forte immigration. Appartenant sur le plan ethnique à l'Orient et partageant la même religion que l'Occident, cette communauté a joué le rôle de passeur entre les deux rives de la Méditerranée et contribué à une culture humaniste universelle. Elle a été servie par un dynamisme et une vitalité à toute épreuve. Si elle devait disparaître, le Liban égarerait son âme, le monde arabe perdrait sa part la plus énergique et la plus moderne et l'humanité se priverait d'un solide lien entre Orient et Occident. Il est crucial que tous les Libanais prennent conscience de la singularité de leur pays et que le monde les aide à le préserver afin

que le Liban ne vienne pas rejoindre la longue liste des paradis perdus qui hante la conscience de l'humanité.

Notice biographique

François Boustani est cardiologue en région parisienne. Passionné d'histoire, il a écrit de nombreux articles et a donné régulièrement des conférences sur l'histoire de la médecine et des échanges entre l'Orient et l'Occident.

Il a publié en 2007, aux éditions Philippe Rey, un livre intitulé *La circulation du sang : Entre Orient et Occident, l'histoire d'une découverte*, qui a reçu trois prix (Académie des sciences d'Outre-Mer, Académie nationale de médecine et le prix France-Liban décerné par l'ADELFF).

Il a publié en 2012 *L'Essentiel en cardiologie* aux éditions Sauramps médical, rééditée sous une forme augmentée en 2017.

Il a été élu en 2013 membre correspondant de l'Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier.

Il a reçu en 2017 la Grande médaille de la Francophonie décernée par l'Académie française.

Il a publié en 2020 *Liban, genèse d'une nation singulière* aux éditions Erick Bonnier.

Il est enseignant au D.U. de l'histoire de la médecine (Paris Descartes) et a donné des conférences au LLM Droit des Affaires des Pays Arabes (Panthéon-Assas).

Pour en savoir plus sur ce sujet :

Lire *Liban, genèse d'une nation singulière*, par François Boustani aux Éditions Erick Bonnier.